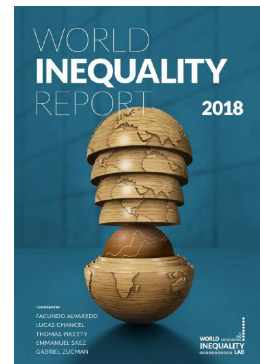


Recul salarial, financiarisation, inégalités

note *hussonet* n°111, 22 décembre 2017 (mise à jour le 13 décembre 2019)

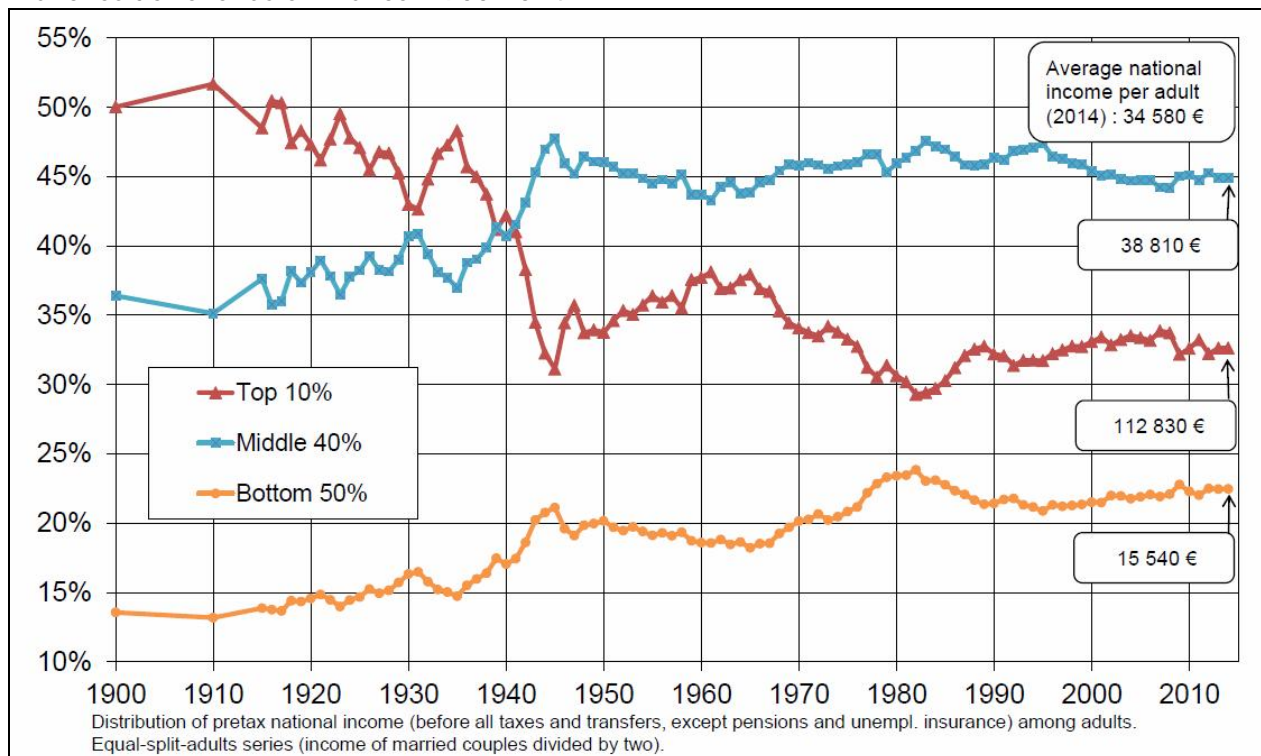
Le réseau d'économistes *Wealth & Income Database* vient de publier son *Rapport sur les inégalités dans le monde (WIR)*¹. Ce rapport fournit un très riche ensemble de données sur longue période que les auteurs mettent intégralement à disposition. Une synthèse² de ses principaux résultats est fournie par les auteurs et *Libération*³ en a donné un résumé très clair.



Concernant la France⁴, le rapport reprend les résultats d'une étude fouillée qui porte sur la période 1900-2014⁵ dont est tiré le graphique 1 ci-dessous. Il a en outre le mérite de proposer des données sur les inégalités femmes-hommes.

Graphique 1

Tranches de revenus en France. 1900-2014.



Nous nous intéressons ici aux évolutions récentes concernant la France. Le chapitre du rapport les résume ainsi : « Les mesures d'austérité introduites en 1983, y compris la fin de l'indexation des salaires sur l'inflation, ont déclenché une tendance à la hausse des inégalités. Les différentiels de salaires et les rendements du capital ont ensuite augmenté ».

¹ [World Inequality Report 2018](#).

² [Rapport sur les inégalités mondiales 2018 : synthèse](#).

³ Vittorio De Filippis, « [Pourquoi prospèrent les inégalités mondiales ?](#) », *Libération*, 14 décembre 2017.

⁴ « [Income Inequality in France](#) », *World Inequality Report*, décembre 2017.

⁵ Bertrand Garbinti, Jonathan Goupille-Lebret, Thomas Piketty, « [Inequality Dynamics in France, 1900-2014: Evidence from Distributional National Accounts](#) », *WID.world Working Paper*, April 2017.

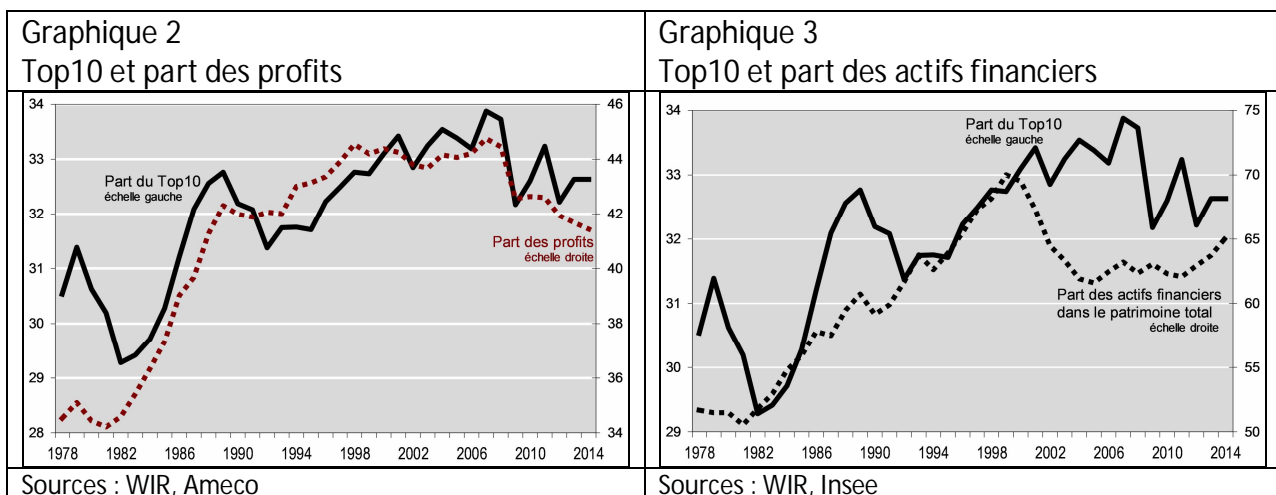
Peut-on dépasser cette approche descriptive pour identifier les mécanismes à l'oeuvre ? Dans la suite de travaux précédents⁶, nous explorons ici un schéma explicatif simple. Il consiste à postuler que la part des revenus allant aux 10 % les plus riches (Top10) dépend de deux facteurs :

- ▶ au niveau du partage primaire des revenus, la baisse de la part salariale est le socle du creusement des inégalités ;
- ▶ au niveau du partage secondaire, la détention d'actifs financiers permet de capter une partie du profit global.



Le premier effet peut être mesuré par la part des profits dans l'ensemble de l'économie calculée à partir de la part salariale ajustée de la base de données Ameco (Commission européenne). Pour le second, on utilisera un indicateur (fruste) de financiarisation, à savoir la part des actifs financiers dans le patrimoine national⁷.

Les graphiques 2 et 3 ci-dessous illustrent l'évolution de ces deux variables en regard de la part du Top10.



Une équation économétrique permet ensuite de combiner ces deux effets. Elle s'écrit :

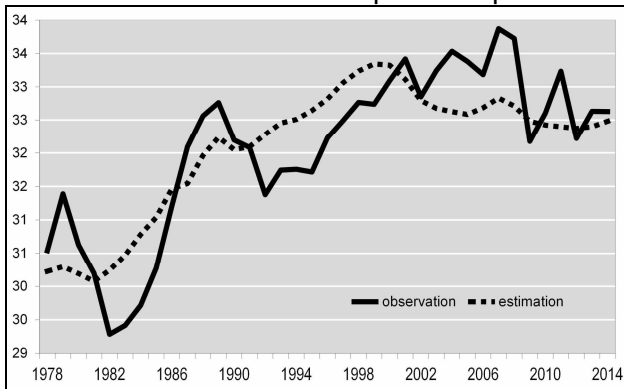
$$\text{top10} = - 0,156 \text{ sala} + 0,088 \text{ fina} + 35,9$$

top10 : part du revenu allant aux 10 % les plus riches
 psal : part des salaires dans l'ensemble de l'économie
 fina : part des actifs financiers dans le patrimoine national

Les coefficients sont tous significatifs et, comme le montre le graphique 4 ci-dessous, l'équation rend correctement compte de l'évolution du Top10 entre 1978 et 2014.

⁶ Attac, *Par ici la sortie. Cette crise qui n'en finit pas*, [Les Liens qui Libèrent](#), 2017 ou : Michel Husson, « [Le néo-libéralisme, stade suprême ?](#) », *Actuel Marx* n°51, 2012.
⁷ Le choix de cette période est contraint par les données de l'Insee disponibles. Détail technique : il a fallu raccorder (sans difficulté majeure) les données de la dernière base avec celle de la précédente.

Graphique 4
Une estimation économétrique du Top10



Cet exercice permet de quantifier les contributions des deux effets. Sur la période observée, la part des salaires a baissé d'environ 7 points et celle des actifs financiers a augmenté d'environ 12 points. Compte tenu des coefficients de l'équation, l'augmentation d'environ 4 points de la part du Top10 peut se ventiler à peu près également entre la baisse de la part des salaires et l'augmentation de la part des actifs financiers.

Est ainsi confirmée la lecture d'un capitalisme néo-libéral qui combine la pression sur les salaires et la captation financière au profit des plus riches.

Cette analyse certes sommaire devrait être prolongée de deux manières. Dans le cas de la France, on voit apparaître le rôle décisif des années 1980, avec un recul salarial massif mais aussi les mesures de libéralisation financière. D'autres pays ont sans doute un profil différent. Par ailleurs, il faudrait approfondir l'analyse de classe du découpage en tranches de revenus prises en compte dans ce type d'études. Ce qui ne retire rien à leur intérêt.